

# Francken : « 250 par jour, c'est la limite raisonnable »

**Le secrétaire d'Etat veut gérer pragmatiquement l'afflux des demandeurs d'asile. Il affirme que la Belgique est capable d'accueillir beaucoup de réfugiés, mais qu'il est nécessaire d'en fixer la limite.**

**T**heo Francken a longuement reçu *Le Soir* pour faire le point sur le délicat dossier des demandeurs d'asile. Le secrétaire d'Etat N-VA à l'Asile et la Migration se veut résolument pragmatique, loin de l'image de nationaliste dur, voire intolérant, qu'il avait pu donner dans les premiers jours du gouvernement. Il en est d'ailleurs très conscient quand il termine son interview en disant : « *Le travail d'accueil des réfugiés est mené*

*par trois représentants de la N-VA. Des ministres de droite dans une opération humanitaire. Incroyable, non ?* »

Revenant sur sa décision de limiter les dossiers traités quotidiennement par l'Office des étrangers, Theo Francken livre un message clair : « *Quand on dit 250 demandes d'asile par jour, cela fait plus de 60.000 par an ! C'est du jamais vu !* » Mais s'empresse d'ajouter : « *Nous pouvons faire face ! Vraiment ! La Belgique en est capable,*

*mais il faut que tout le monde contribue.* »

Le secrétaire d'Etat souligne également qu'il faut « *faire de la migration une plus-value pour notre société* ». A condition de ne pas remettre en cause les « *valeurs des Lumières* ». Theo Francken précise : « *Mon esprit est trop petit pour comprendre comment on peut établir un pacte entre la sociale démocratie progressive et l'islam conservateur.* » ■

## « On fait beaucoup mais il faut une limite »

- ▶ Theo Francken veut « un message clair ».
- ▶ « Enregistrer plus que 250 demandes d'asile par jour, ce ne serait pas raisonnable. »
- ▶ Le secrétaire d'Etat est favorable à une forme de service à la collectivité pour les demandeurs d'asile.

### ENTRETIEN

**T**heo Francken (N-VA) nous reçoit longuement jeudi après-midi, à l'issue du énième kern sur le dossier de l'asile et la migration.

**Vous avez ouvert des places d'accueil, maintenant vous vous lancez dans le pré-accueil ?**

*L'élément déterminant de ma politique, c'est l'afflux de candidats à l'asile. Il est par définition incalculable.*

*Nous avons désormais*

*500 places, ouvertes 24 heures sur 24. Et nous sommes en permanence en train de chercher d'autres places. L'opposition dit qu'on ne fait rien ? Nous travaillons jour et nuit !*

**Le camp pourra être vidé ?**

*Lundi, 405 personnes avaient une convocation de l'Office des étrangers pour un autre jour. Pourtant, il y avait mille personnes dans le parc Maximilien à Bruxelles. Tous ne sont pas donc pas des candidats réfugiés. Je ne vais pas polémiquer là-dessus. Mais je veux rappeler que le pré-accueil, ça n'existait pas en 2010 ni en 2000, pendant les autres crises. A l'époque, tout ce qu'ils avaient, c'était un banc, dans le froid, à la gare du Nord. Notre gouvernement de centre-droit a, pour la première fois, mis sur pied le pré-accueil. Je comprends que la situation dans le parc est précaire, nous faisons tout pour trouver des solutions. Quant à l'évacuation, c'est une compétence du bourgmestre.*

**Il y a assez de places de pré-accueil ?**

*J'espère ! Mais si, lundi, 8.000 personnes se présentent à l'Office des étrangers, alors non. La situation est imprévisible. Il y a 60 millions de réfugiés dans le monde, 22 en Afrique. Trois éléments jouent. Un, l'évolution démographique : l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient vont passer de 500 à 800 millions d'habitants d'ici 20 à 30 ans. Deux, le réchauffement climatique met sous forte pression le Sahel, ce qui chasse les habitants vers les côtes. Trois, il y a de gros conflits à toutes les frontières de l'Europe : on se bat en Ukraine, en Irak, en Syrie, en Libye, en Somalie, au Mali... Le contexte mondial est très précaire. Cela explique pourquoi on n'a jamais eu autant de réfugiés depuis la Deuxième Guerre mondiale. On me reproche d'avoir fermé des places ? J'en ai fermé 2.000, j'en ouvre maintenant 1.000 par semaine. Avec ces 2.000 places, on aurait tenu deux semaines. Le réseau structurel d'accueil était de 16.000 places, on va passer à 36.000, 40.000, 50.000. Je comprends que l'opposition joue son rôle mais c'est toujours facile de dire, après, qu'on aurait pu faire*

*mieux.*

**Vous craignez que la situation ne devienne intenable ?**

*Evidemment ! Bien sûr que je suis inquiet.*

**Et en tant que responsable politique, que pouvez-vous faire ?**

*Trouver des solutions. Il y a trois éléments sur lesquels nous pouvons agir, et qui me préoccupent. Un, n'y a-t-il pas trop de gens ? Deux, est-ce que cela ne coûte pas trop ? Trois, n'est-ce pas un problème pour la sécurité, n'y a-t-il pas, parmi les réfugiés, des combattants de l'Etat islamique, des*

*terroristes ? Ce sont mes trois préoccupations principales. La troisième est la plus difficile à résoudre. D'autant que si quelqu'un a de mauvaises intentions, il ne donnera pas son vrai nom.*

**Il y a un maximum au-delà duquel la Belgique ne pourrait plus gérer ?**  
*Quand on dit 250 demandes d'asile par jour, cela fait plus de 60.000 par an ! C'est du jamais vu ! Nous sommes déjà un pays très densément peuplé, nous avons des défis en matière d'intégration : nous sommes champions du monde pour le nombre de combattants en Syrie. Nous avons énormément de pain sur la planche en matière de migration et d'intégration. Je comprends que les gens s'inquiètent, je partage leur inquiétude, mais je suis payé pour trouver des solutions, pas pour me complaire dans le pessimisme. Et nous pouvons faire face ! Vraiment ! La Belgique en est capable, mais il faut que tout le monde contribue : les primo-arrivants, les Régions, les Communautés, la société en général. On ne doit pas rester les bras ballants en se disant qu'on est envahi, sinon ça n'ira pas. On peut faire face mais je suis convaincu qu'un maximum de 250 personnes est déjà très élevé.*

**Au-delà, ce n'est plus possible ?**

*Je ne dis pas qu'on ne peut pas en discuter. Mais 250, ça donne un signal clair : on dit que ce chiffre-là, on peut l'assumer. Vous savez, nous sommes une des premières destinations au niveau de l'asile : on est dans le top 5 des pays les plus attractifs. En août, nous avons enregistré proportionnellement plus de demandes d'asile que l'Allemagne ! Ceux qui disent qu'on n'est pas solidaires, qu'on n'ouvre pas nos bras aux réfugiés, désolé mais ils ne connaissent pas le dossier, ils disent n'importe quoi. Nous faisons énormément mais, oui, je pense qu'il y a une limite. Il y a plusieurs pays européens qui, en un mois, ont moins de demandes d'asile que nous, en un jour. Et oui, il existe cette limite des 250 ? Sans quoi, où s'arrêterait-on ? 60.000 ? 100.000 ? 500.000 ?*

**Les 250 ce n'est donc pas qu'une question de capacité de la salle de l'Office, c'est aussi un plafond que vous vous fixez parce qu'au-delà, ce serait impossible à gérer ?**

*Rien n'est jamais impossible. Mais ce ne serait pas raisonnable.*

**Des considérations budgétaires interviennent aussi ?**

*Il est clair que tout ce qui concerne l'accueil et l'hébergement, qu'il s'agisse de demandeurs d'asile, de malades, de jeunes, a un coût très élevé chez nous, vu la hauteur de nos niveaux des salaires. Charles Michel et moi avons écrit à la Commission européenne pour demander un soutien. La commission envisage par ailleurs d'autoriser les Etats à ne pas comptabiliser les budgets de ces politiques dans le déficit structurel.*

**Faut-il fermer les frontières ?**

*Je n'ai jamais dit ça. On fait un monitoring permanent de la situation. L'Allemagne a réintroduit les contrôles, ce qui cadre parfaitement avec Schengen. Si, du coup, l'afflux de réfugiés se dirige vers la Belgique, ce qui est une possibilité, alors on devrait prendre des mesures.*

**Vous travaillez sur un plan de répartition ?**

*Le gouvernement m'a demandé de formuler une proposition de répartition obligatoire des demandeurs d'asile. J'y travaille.*

**Vous êtes pour le service à la collectivité ?**

*Cela figure dans l'accord de gouvernement.*

**Pour les chômeurs de longue durée...**

*... qui peuvent être des réfugiés.*

**Et pour les demandeurs d'asile ?**

*J'ai suivi tout ce débat, je ne m'en suis pas mêlé. Mais je voudrais quand même donner quelques éléments. Qu'est-ce qui existe aujourd'hui ? Le service communautaire dans les centres d'accueil : le nettoyage des communs ou des sanitaires, le service des repas... En échange de quoi, ils perçoivent 2,8 euros par heure. Et vous savez quoi ? Il y a beaucoup plus de candidats que de places disponibles ! Il faut donc partir de ce qui existe déjà. Pour les demandeurs d'asile en procédure, mon opinion personnelle est que si une commune a des travaux à proposer, par exemple dans son service d'espaces verts, pourquoi pas ? Qu'on appelle ça service à la communauté, travail bénévole... On doit pouvoir y réfléchir. Qui va être contre ça ? Les demandeurs d'asile en ont envie !*

**Vous travaillez là-dessus ?**

*On y réfléchit. Pour les demandeurs d'asile.*

**Quid du statut spécial ? Quand Bart De Wever l'a évoqué, cela a fait polémique mais il se dit que vous travaillez à une proposition...**

*Il faut d'abord qu'on en parle au sein du gouvernement, c'est un dossier très délicat. Et le moment venu, nous communiquerons tous ensemble.*

**Mardi, vous retrouvez vos homologues européens. Avec quelle réponse ?**

*Je plaide pour un vote. Et s'il y a une majorité qui approuve la répartition mais qu'ensuite certains la refusent, il y aura un problème...*

**C'est un scénario possible...**

*L'Europe est depuis très longtemps solidaire de certains pays qui en ont besoin et qui reçoivent des milliards d'euros, via les fonds structurels européens. Comme pays riche, nous payons notre part. Lorsque nous leur demandons de nous aider, parce que nous sommes nous-mêmes en difficulté, et d'accueillir quelques milliers de réfugiés, et qu'ils nous répondent qu'ils ne veulent pas héberger de musulmans, parce qu'ils n'ont pas de mosquées sur leur sol, je suis pour le moins irrité. Certains pays jugent qu'ils ne sont pas en mesure de les accueillir. D'autres pays re-*

*fusent par principe de les accueillir. La solidarité doit fonctionner dans les deux sens. Je pense qu'en Europe, certains Etats n'ont pas encore mesuré l'urgence de la situation.*

**Cette crise est-elle plus grave, pour l'Europe, que la crise grecque ?**

*Evidemment. La crise grecque, elle était financière. Celle-ci touche au noyau, à l'essence même de notre*

*société, du vivre-ensemble en Belgique et Europe.*

**Lorsque vous êtes à la table des ministres européens, avez-vous le sentiment que l'Europe existe ?**

*Oui. C'est facile d'ouvrir le parapluie européen. Il y a en fait deux Europe : la Commission européenne et les Etats. La Commission développe, globalement, une vision humaine mais stricte sur la migration. Rappelez-vous Lampedusa. En trois jours, l'Europe a*

*pris des décisions qui ont empêché des drames. Mais on ne peut éviter tous ces morts en Méditerranée. La mer est trop vaste pour cela, il y a trop de gens qui veulent la traverser et, surtout les stratégies des passeurs sont dégueulasses. Les commerçants de mort, ce sont eux. Pas l'Europe qui tente de sauver les réfugiés et qui obtient des résultats concrets. ■*

**Propos recueillis par  
VÉRONIQUE LAMQUIN  
DIRK VANOVERBEKE**

## ANALYSE

### Un pragmatique à l'Asile

Cheveux coupés ras, front dégarni, barbe de quelques jours, mise impeccable : le secrétaire d'Etat N-VA à l'Asile et aux Migrations (37 ans, 1 m 90, 100 kilos) nous reçoit avec un sourire crispé. Ses contacts avec la presse francophone sont rares, sa connaissance de la langue française sommaire et son agenda démentiel. Et les critiques déversées sur son tweet le plus récent à propos des réfugiés du Parc refusant de déménager au WTC (« *Faut croire que leurs tentes sont trop douillettes* ») n'ont pas adouci son image : intransigeant, inflexible, sinon intolérant. L'entretien - 1 h 30 - a gommé quelques traits caricaturaux. Très avenant, poussant la courtoisie jusqu'à oser l'interview en français avant de réaliser les limites de l'exercice, Theo Francken regarde droit dans les yeux quand il dit vouloir faire du phénomène de l'immigration une plus-value pour nos sociétés. Et quand

il rappelle que l'entrepreneur mondial nommé cette année est un ancien réfugié syrien, à la tête d'une entreprise de 200.000 travailleurs aux Etats-Unis. Mais il attaque bille en tête tous les apprentis sorciers qui rêvent d'un pacte contre nature entre social-démocratie et islam conservateur. Pas question de piétiner nos valeurs issues des Lumières, de transiger sur l'égalité hommes-femmes, d'accepter le burkini dans les piscines ou de permettre à la dernière recrue d'Anderlecht, l'Egyptien Trezeguet, de masquer le visage des femmes sur ses posts Facebook. Pragmatique dans son analyse quand il fixe les limites d'absorption du nombre de réfugiés dans notre pays, il démontre sa connaissance du dossier. Mais reste de marbre quand on l'emmène dans le chaudron des critiques à l'égard de son parti sur la question : « *Pas le temps, ni l'envie. D'autres chats à fouetter.* » Unique concession, celle faite à Yvan Mayeur qui l'accuse de haïr Bruxelles. « *Faux. J'adore Bruxelles.* » Il en foule en tout cas tous les jours le Parc dès le lever du jour. « *J'ai besoin de ces quelques minutes de jogging. Pour me vider la tête* », reconnaît-il.

D.V

## « Ne pas vivre dans une démocratie à deux voix »

**La migration, c'est une valeur ajoutée ?**

*Il faut faire de la migration une plus-value pour notre société. On n'a pas le choix de toute façon. C'est le plus grand défi pour notre pays. Je suis convaincu que la politique que nous menons aujourd'hui a plus de soutien auprès des citoyens que par le passé. En tout cas en Flandre. Mais, si j'en crois mes mails, en Wallonie et très certainement à Bruxelles aussi.*

**Les sondages indiquent qu'une majorité de citoyens ont peur de cet afflux de réfugiés...**

*C'est pour ça qu'il faut leur répondre, sans évacuer la question sous prétexte qu'ils seraient racistes. Ils sont 10 %, à l'extrême droite, qui développent des réactions xénophobes. Et puis il y a ceux qui sont prêts à accueillir tout le monde : les utopistes, 10 % aussi. Et puis il y a l'écrasante majorité des citoyens, préoccupés par cette question. Ils sont prêts à être solidaires mais s'interrogent sur les limites de la solidarité, se*

*demandent pourquoi d'autres pays freinent comme l'Arabie saoudite et certains pays de l'Est. Mon défi majeur est de faire en sorte que l'attitude à l'égard des réfugiés devienne plus positive.*

**Comment ?**

*Certainement pas en adoptant le discours d'une certaine gauche qui applaudit à la nouvelle société multiculturelle. Ce temps-là est derrière nous. De nombreux citoyens craignent la remise en cause et la perte des valeurs des Lumières. Mon esprit est trop petit pour comprendre comment on peut établir un pacte entre la social-démocratie progressive et l'islam conservateur, comme l'a fait le PS à Bruxelles.*

**Vous n'y allez pas un peu fort ?**

*De nombreuses personnes, y compris parmi les plus progressistes, rappellent que l'on ne peut pas toucher à nos valeurs de base. Le parcours d'intégration flamand explique qu'en Belgique, le mariage ou l'adoption sont autorisés*

*pour les homosexuels. Certains peuvent avoir des idées contraires, nous ne sommes pas une police de la pensée. Mais dans la société, dans l'espace public, c'est la loi qu'il faut respecter. Hommes et femmes sont égaux. Les femmes ne doivent pas porter le voile. Celles qui sont en mini-jupe ne sont pas des prostituées. Aujourd'hui, le discours de l'extrême droite résonne chez beaucoup de gens qui ne sont pas extrémistes mais qui s'inquiètent.*

**Le lien est délicat !**

*Il ne faut pas en faire un tabou. On ne va quand même pas vivre dans une démocratie à deux voix. L'une qui se tait en public. L'autre qui en privé reconnaît qu'elle s'interroge sur le port du voile. Ceux qui affirment, en Belgique francophone notamment, qu'il faut éviter de parler de l'immigration parce que ce thème fait encore grandir l'extrême droite se trompent. Il faut en parler de manière adulte. Sans stigmatisation. Vous croyez qu'on n'en parle pas*

*au comptoir des cafés à Charleroi  
ou à Louvain ? ■*

Propos recueillis par  
D.V.

## **Bruxelles** Rudi Vervoort : « La Région prend les choses en main, nous ne voulons pas rester au balcon »

**D**es pistes d'action concrètes ! Le gouvernement bruxellois planche sur un plan d'attaque sur les migrants. « *La philosophie est d'élaborer une réponse coordonnée et intelligente à la crise des réfugiés dans la capitale* », explique le ministre-président Rudi Vervoort (PS). Concrètement, une note a été élaborée au gouvernement ce jeudi dernier, en concertation avec la

Cocof et la Cocom (les Commissions communautaires française et commune).

Le cabinet du ministre-président se chargera de coordonner toutes les initiatives.

Selon ce document, Bruxelles s'engage à chercher 500 places parmi les 8.000 que le gouvernement du Premier ministre Charles Michel cherche pour compléter le

réseau d'accueil Fedasil (on ne parle pas ici du pré-accueil, mais bien du logement des demandeurs d'asile inscrits à l'Office des étrangers, dont la procédure est en cours). Le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Yvan Mayeur (PS), a évoqué vendredi, auprès de l'agence Belga, un immeuble situé sur le boulevard Pointcarré. Ce n'est qu'une des options étudiées à

ce stade.

En plus de cela, l'exécutif régional bruxellois fixe une série de projets pour pouvoir assurer la phase de l'intégration des réfugiés, une fois que leur demande est acceptée. « *Le but est d'anticiper l'arrivée, dans quelques mois, des réfugiés reconnus, pour ne pas se laisser dépasser par les événements*, avance Rudi Vervoort. *La Région*

*veut prendre les choses en main. Nous ne sommes pas compétents en première instance mais, vu la nature du problème, nous ne voulons pas rester au balcon.* »

### **Soutien aux hôpitaux, aux communes et aux associations**

Quelles sont les pistes envisagées concrètement ? Il est prévu de renforcer les allocations d'insertion pour le logement, de renforcer le dispositif d'emploi et de formation et de plancher sur les pouvoirs locaux (des aides aux communes sont évoquées).

Au niveau de la Cocof, la création de deux bureaux d'accueil pour primo-arrivants (« Bapa ») a été annoncée la semaine passée (initialement, un seul était prévu) – notons que, du côté flamand, il

existe déjà un tel bureau, financé par la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC). La Cocof devrait aussi soutenir davantage les associations actives dans le secteur de la santé, de l'éducation permanente et de l'accueil de la petite enfance.

Au sein de la Cocom, on réfléchit sur l'accès aux soins de santé via le soutien aux hôpitaux. Il est aussi

question de doper la capacité d'accueil des centres de jour et de nuit.

La note n'aborde pas la question du caractère obligatoire du parcours d'intégration (prévue par l'accord de gouvernement) : à charge, pour la Cocom, de trancher. « *Ce plan s'inscrit dans une volonté globale de cohésion sociale*, poursuit le ministre-président. *L'alphabétisation et les cours de*

*français seront au cœur du processus.* »

À ce stade, il n'y a pas de destination budgétaire très précise, mais des moyens supplémentaires seront très certainement débloqués. Mais l'important, assure-t-on au cabinet Vervoort, « *c'est que les huit membres du gouvernement sont derrière le processus* ». ■

**ANN-CHARLOTTE BERSIPONT**